

Quel avenir pour la mer et le littoral en Nord Atlantique – Manche Ouest ?
Atelier citoyen BREST
13 février 2018

Synthèse

23 participants.

Garant : Bruno de Trémiolles.

Séquence sur les enjeux prioritaires de la façade Nord Atlantique – Manche Ouest

A l'issue de la séquence des gommettes, les thèmes qui ont fait l'objet des échanges sont les suivants :

1. le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales (22)
2. une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines et des espaces sans dégradation du milieu et sûre pour les populations (14)
3. la connaissance, la recherche et l'innovation (14)
4. la capacité d'accueil du littoral, des espaces maritimes et insulaires et leur accès en faveur de la mixité des populations et de leurs activités (12)

Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales

<i>Pourquoi l'enjeu est important ?</i>
<ul style="list-style-type: none">• De ce thème dépendent la vie sur le littoral et en mer et l'avenir de la planète.• Plus le milieu est sain, plus longtemps on pourra en tirer des bénéfices écologiques, économiques, pour la santé, l'alimentation, le tourisme, les loisirs ou bien encore en matière de recherche médicale.
<i>Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?</i>
Opportunités : <ul style="list-style-type: none">• un changement des mentalités est à l'œuvre ;• des lois existent. Difficultés : <ul style="list-style-type: none">• manque de connaissances sur le milieu marin ;• manque de connaissances sur les impacts des activités (par exemple les différents types d'aquaculture n'ont pas tous le même type d'impact) ;• maîtrise des pollutions diffuses ;• cloisonnement de la gestion, d'un côté celle à terre, de l'autre celle en mer ;• coordination des activités à terre et en mer ;• présence de lobbies ;• indépendance, fiabilité des contrôles.
<i>Quelles propositions pour bien vivre en 2030?</i>
<ul style="list-style-type: none">• Renforcer les connaissances. Les partager entre scientifiques, acteurs professionnels et usagers.• Partir du local pour élaborer la planification et coconstruire les enjeux. Responsabiliser et impliquer les citoyens (dont les plus jeunes) à la prise de décision. Leur rendre compte de l'application des décisions. Avoir des garants de cette bonne association des citoyens.• Viser une action responsable de l'ensemble des acteurs. Sensibiliser les acteurs dont les activités ont un impact sur le cycle de l'eau. Valoriser, encourager les bonnes pratiques. Mieux contrôler, avec une vraie police de la mer.

- Mettre l'humain avant l'économie.
- Gérer différemment la pêche professionnelle et de loisirs. Faire évoluer la politique commune des pêches (d'autres règles que les quotas?).

Une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines et des espaces sans dégradation du milieu et sûre pour les populations.

Pourquoi l'enjeu est important ?

- Il est important d'avoir une économie maritime performante et partagée. Ce partage concerne également les activités dans l'espace marin.
- De ce thème dépendent les emplois en mer et sur le littoral. Ces emplois vont évoluer : reconversion, flexibilité des métiers dans le temps. Ces évolutions doivent être accompagnées.
- L'économie bleue, c'est l'adéquation entre économie et écologie.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités

- disposer de produits alimentaires de qualité pour collectivement vivre mieux et développer des alternatives alimentaires ;
- ne pas sous-estimer les loisirs en mer (partage de l'espace, préservation d'emplois).

Difficultés :

- installations des jeunes actifs sur le littoral, accès à l'habitat ;
- l'érosion marine réduit l'espace disponible et l'acquisition de terrains ;
- surexploitation des ressources.

Priorisation de l'utilisation de la mer. Que peut-on faire ? Où aller ?

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

- Définir des règles de partage de l'espace.
- Optimiser la gestion des risques avec des seuils par nature de risques (technologiques, sanitaires, submersion...).
- Avoir une feuille de route claire de l'État et des collectivités territoriales pour optimiser le développement des filières pour une économie maritime performante.
- Adapter la formation aux attentes, aux évolutions des métiers. Faciliter l'accès aux métiers de la mer pour tous (sans dépendre du « réseautage »).
- Mieux communiquer sur les études d'impact. Développer la mise à disposition des données auprès des industriels par les centres de recherche étatiques.
- Identifier des zones protégées sans aucune exploitation des ressources. Identifier l'impact acceptable.
- Disposer d'organismes de contrôle scientifique indépendants.

La connaissance, la recherche et l'innovation

Pourquoi l'enjeu est important ?

- Il constitue le socle pour répondre aux autres enjeux. L'innovation est le socle de la croissance bleue et est source de pratiques durables.
- Il contribue à l'appropriation du fait maritime par la société civile et au rayonnement de la façade dans le monde.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités :

- sciences participatives ;
- décentralisation des centres de recherche ;
- rapprochement monde de la recherche des pouvoirs publics, des citoyens et des professionnels ;
- Action des pôles de compétitivité et technopoles.

Difficultés :

- moyens (administratifs, financiers, humains) ;
- éloignement de la façade par rapport aux centres de décision (Paris, Bruxelles) ;
- lacune de connaissances ;
- crise de confiance entre la recherche et certains groupes d'intérêt.

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

- Associer l'ensemble de la société à l'acquisition de connaissances. Vulgariser. Faciliter l'accès aux données. Ouvrir la recherche à la société.
- Renforcer le fait maritime dans l'éducation.
- Développer la communication grand public (exemple Commandant Cousteau).
- Améliorer la connaissance pour faciliter les expérimentations.

La capacité d'accueil du littoral, des espaces maritimes et insulaires et leur accès en faveur de la mixité des populations et de leurs activités

Pourquoi l'enjeu est important ?

- En quoi le territoire peut-il supporter une augmentation de la population et des activités tout en préservant sa qualité ?

Ce thème est important pour :

- préserver la qualité paysagère des littoraux ;
- gérer les conflits d'usages ;
- pour la mixité générationnelle.

Impact de la saisonnalité sur les équipements et les activités.

Spécificité des cas insulaires où les problématiques sont accentuées.

Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?

Opportunités

- développement du tourisme durable
- encadrement des activités de loisirs pour limiter les prélèvements sur les espaces côtiers (pêche de loisir).

Difficultés :

- mixité sociale et générationnelle ;
- difficulté à trouver un logement accessible, par les saisonniers. Prix de l'immobilier. Impact des résidences secondaires ;
- expansion de l'urbanisation au détriment des espaces agricoles ;
- assainissement ;
- conflits d'usages, saturation des espaces côtiers.

Loi Littoral.

Quelles propositions pour bien vivre en 2030?

- Préserver le caractère naturel des plages.
- Développer des activités permettant un lissage dans le temps et sur la mer, et dans l'arrière-pays, où il serait bien de développer des modes de tourisme doux (pêche en

rivière, tourisme vert...).

- Développer le tourisme économique, faire connaître le patrimoine industriel.
- Mettre en place des logements d'accueil pour les saisonniers.
- Assurer la pérennité de la loi littoral.
- Conditionner le développement de l'urbanisation à la mise en œuvre d'équipements adaptés (assainissement, voirie, transports...).
- Développer une offre culturelle qui pourrait faciliter le vivre-ensemble.
- Être vigilant à la capacité d'accueil des îles.

Séquence sur la vision à 2030

L'analyse quantitative aux réponses montre qu'il y a principalement une adhésion à la vision, mais un scepticisme sur la réalité concrète de 2030 qui dépendra d'une volonté politique forte et d'une action responsable de l'ensemble des citoyens.

Les points d'adhésion forts sont :

- l'aménagement du territoire, la flexibilité et réversibilité des usages dans les zones soumises à l'érosion et à la submersion,
- le développement des énergies marines renouvelables, diversifiées et locales.

Cependant la vision n'évoque pas (ou pas assez) plusieurs enjeux prioritaires :

- la sensibilisation par l'éducation,
- le développement du tourisme, de la plaisance et plus généralement des activités de loisirs, la valorisation du patrimoine maritime y compris industriel,
- le soutien à l'innovation liée aux ressources marines,
- la connaissance et la surveillance des activités.

Pour atteindre cette vision intégrée, il est proposé :

- d'avoir une série d'objectifs à court, moyen, et long terme,
- de faire des choix de priorités clairs, éclairés d'analyses d'impacts des activités fiables, et de concentrer les activités industrielles et le développement des énergies marines renouvelables sur des zones restreintes,
- la mise à disposition de moyens financiers et humains,
- que l'État veille à faire respecter la loi, et veille à réduire les délais administratifs pour le développement des filières,
- de mettre en capacité les citoyens de faire de vraies propositions, et d'être pleinement acteurs,
- de favoriser les rencontres entre acteurs, et avec les scientifiques,
- de former les élus en charge du littoral,
- de mettre en scène médiatiquement la mer, de faire rêver les Français !

L'élaboration de la carte des vocations interroge (quelle méthode dans un calendrier contraint) et soulève des inquiétudes quant à une approche véritablement spécifique au milieu marin (attention à ne pas faire un « cadastre »).

Equipe mobilisée : Lucie Trulla, François Victor (DIRM NAMO), Anne-Claude Toran, Patrick Ollivier (CVRH), Julia Jordan, Olivier Letodé (MTES/DML), Olivier Morizur (préfecture maritime de l'Atlantique).